

Vie scientifique

« De l'étude des sociétés rurales à la gestion du vivant : 50 ans de savoirs confrontés »

Compte rendu de colloque (Cerisy-la-Salle, 19-26 septembre 2007)

Olivier Turquin

Socioéconomiste*, Institut de géographie alpine, Université Joseph-Fourier (Grenoble I), UMR Pacte-Territoires, 38100 Grenoble, France

Organisé sous la direction conjointe de Bertrand Hervieu (Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes [CIHEAM]) et de Bernard Hubert (Institut national de la recherche agronomique [Inra]), ce colloque a rassemblé environ 80 participants : des chercheurs de multiples disciplines (sociologie, histoire, biologie, écologie, ethnologie, agronomie, économie, gestion...), parfois jeunes, souvent chevronnés, mais aussi des acteurs de terrain ou de réseaux, des consultants et des représentants d'institutions. Les objectifs étaient, pour les organisateurs, de « comprendre les mécanismes heuristiques de conception et de mise en œuvre de la gestion du vivant à travers les activités agricoles, les sciences et les techniques dans un contexte de transformation de la société française contemporaine » avec, pour fil conducteur, l'analyse de la « transformation d'un secteur d'activités et d'un milieu dans son rapport aux sciences, transformation contribuant à l'émergence de nouvelles catégories de savoirs, mais aussi de problèmes et devenant sources d'interrogations tant scientifiques que politiques et sociales ».

Il est impossible de rendre compte en quelques lignes de la diversité des regards et des analyses confrontés au travers d'exposés suivis de débats, de tables rondes, mais aussi au cours des visites d'expositions (dont l'une de photographies de Christian Malon sur le « monde paysan ») ou sur le terrain (laiterie d'Isigny, Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin), des projections de films ethnographiques (notamment de Jean-Claude Bringuier et André Boizard). Un ouvrage rendra

Auteur correspondant : olivier.turquin@ujf-grenoble.fr

* Pour tout dire, « socioéconologue » conviendrait mieux, s'il était permis de sortir des conventions.

compte de ces travaux de façon exhaustive. Ne seront – très subjectivement – retenus ici que quelques points-clés, assortis de quelques questionnements.

Les scientifiques face à leurs difficultés

Les sociologues ont semblé lucides et résignés quant à leurs responsabilités au cours des cinquante dernières années. Lucides, car « on a tout vu, tout compris et tout laissé faire... », voire car on a souvent « pleuré les paysans tout en les précipitant dans la modernité » et en confirmant « que la nécessité était nécessaire ». Résignés devant leur incapacité à changer le cours des choses malgré les hautes responsabilités occupées par plusieurs d'entre eux. La sociologie se serait contentée d'être l'ambulance d'un progrès inéluctable et le sociologue d'être une espèce de journaliste éclairé. Pour certains, même, l'objet de la « sociologie rurale » aurait été identifié au moment précis où il allait disparaître, mais aussi à un moment où les savoirs du passé semblent paradoxalement en phase avec les exigences contemporaines.

Les « vivantologues » nous ont fait part de leurs difficultés à redéfinir des catégories du vivant qui se superposent : espèce, variété, gène, réseau moléculaire... Confrontés à la mondialisation de la recherche, ils semblent victimes des « exigences de l'aval » et de l'ambition technique des sciences du vivant, qui les contraindrait à accepter un glissement des savoirs vers les compétences et de la science vers la technologie.

Pour simplifier, il semblerait que l'on assiste à une division des tâches, acceptée sinon revendiquée, entre des sociologues se consacrant à la question du « pourquoi ? » et

des « vivantologues » s'investissant dans le « comment ? », chacun semblant abandonner à l'économique, plutôt qu'au politique, celle du « pour quoi ? ».

Des clivages obsolètes

Les intervenants ont cependant partagé le constat d'un monde complexe et paradoxal qui oblige à un changement de mode de raisonner pour intégrer les interactions au sein et entre de multiples systèmes. La notion de développement durable met à mal les catégories existantes et nécessiterait, selon certains, « une innovation qui soit le contraire de ce qu'elle a été » pour « prendre soin de la nature dans une logique de coévolution et non pas d'exploitation », car on ne peut pas traiter les questions du *Millennium Ecosystem Assessment* avec les disciplines existantes qui « accumulent les œillères », comme l'a fait remarquer B. Hubert.

Les exposés et les débats ont souvent, plus ou moins explicitement, traduit la difficulté à transcender les clivages reconnus obsolètes : entre le rural et l'urbain dilués dans le périurbain ou le « périrural », entre la culture et la nature dans une société qui change ses représentations, entre l'exploitation d'un stock et la protection de flux de ressources, entre l'aménagement du territoire et le ménagement de ses ressources, entre l'observation objective et l'engagement des chercheurs, entre l'adaptation des agents à un avenir subi et la prospective par les acteurs pour un futur voulu, entre la spécialisation et la transversalité, l'innovation et la tradition, la marge et le centre, le global et le local, le gouvernement et la gouvernance, la compétition et la coopération, la pratique et la théorie, les savoirs profanes et les savoirs scientifiques. Autant de questionnements qui, pour ne pas être nouveaux, semblent encore sans réponse satisfaisante.

Face à ces difficultés, une question récurrente est revenue tout au long du colloque : comment faire émerger les concepts pour penser un demain différent de l'hier et, pour ce faire, comment organiser le dialogue entre des savoirs hétéroclites qui découpent le monde en bulles étanches ? Plusieurs exposés ont témoigné que des équipes transdisciplinaires lancent des passerelles pour construire des savoirs composites ou hybrides qui – même si « les sciences sociales se durcissent pendant que les sciences dures s'amollissent¹ » – ne trouvent, malheureusement, pas encore leur place dans des disciplines académiques toujours plus fragmentées. Ce constat confirme que « le véritable problème de la connaissance est de savoir distinguer et relier, d'éviter de disjoindre et confondre », pour reprendre l'expression d'Edgar Morin².

Inventer un nouveau vocabulaire

D'entrée de jeu, B. Hervieu s'est préoccupé de l'absence de mots pour parler des processus de « déstructuration-restructuration » en cours et a déploré le retard des mots sur les réalités observées, alors qu'à ses yeux, « une des premières exigences d'un scientifique par rapport à une réalité, c'est de mettre un nom dessus ». En réponse, certains intervenants ont employé des néologismes qui nous sont devenus presque familiers : le « glocal », le « rurbain », la « coopétition »... D'autres ont risqué de nouveaux mots, tels « écogénieur » (celui qui maîtrise le génie des écosystèmes, comme l'ingénieur maîtrise le génie des engins) ou « agrinature » (une activité qui s'inscrit dans les écosystèmes quand l'agro-industrie s'affranchit du sol et des saisons). Mais il reste encore à imaginer d'autres mots pour rendre compte à la fois du changement de regard sur nos objets et du changement de nature de ces objets devenus complexes et dialogiques et qu'il est souvent impossible de nommer avec des mots hérités d'une approche analytique. Afin de contribuer à cette production sémantique, nous prenons le risque d'en proposer d'autres qui auraient à notre sens pu émerger au cours de nos réflexions et nos échanges : l'« éconologie » pour désigner l'économie de l'écologie (ou l'inverse), la « gouvernance » pour nommer la délicate articulation entre gouvernement et gouvernance, les « consotoyens » pour qualifier les consommateurs et citoyens dans leur ambiguïté, les « prathéoriciens » pour jeter des passerelles entre praticiens et théoriciens.

Dans les débats, le concept de progrès a été banni d'emblée et supplanté par celui de développement durable, politiquement plus correct. Mais cette apparente unanimité n'était pas sans receler des conceptions radicalement antinomiques entre ce que l'on pourrait appeler les « technophiles » et les « rusticophiles », renouvelant ainsi les controverses entre modernistes et archaïques : les « technophiles » semblent confiants dans la capacité des chercheurs à inventer les technologies pour sauvegarder l'environnement en faisant toujours plus de ce qu'ils savent faire, à savoir de l'innovation technologique valorisée par le marché ; les « rusticophiles », pour leur part, manifestent le souci de prendre en compte les savoirs profanes « distribués » entre de multiples acteurs, de décroïsonner les disciplines et d'associer les « conso-toyens » aux choix stratégiques pour faire autrement de la recherche, afin de construire un mode de vie plus frugal, plus simple, plus robuste, plus économe... en un mot, plus rustique. En effet, selon plusieurs intervenants, dans ce contexte incertain, la méthode scientifique se combine avantageusement avec le bricolage de groupes hybrides au sein desquels la méthode coexiste avec l'analogique, l'esthétique et le sensible pour emprunter à droite et à gauche et coconstruire les questions et les solutions. Pour lancer une prochaine controverse, nous suggérons

¹ Les propos entre guillemets sont des citations d'intervenants.

² Morin, E., 1984. *Pour sortir du XX^e siècle*, Paris, Le Seuil.

l'hypothèse qu'émerge dans ces groupes une transdiscipline que l'on pourrait dénommer « socioécologie » de la modernité rustique – voire de la décroissance –, reliant des savoirs et des compétences a priori disparates et dispersées pour proposer une alternative au développement, fût-il durable.

Au total, les contributions et les débats ont été très riches, même si l'on peut regretter l'absence des

entreprises ainsi que des modalités d'échanges ne favorisant pas assez la créativité. Une inquiétude n'a pas trouvé de réponse : ne risque-t-on pas de réduire la « vie » au « vivant » et d'induire en conséquence « un encadrement des libertés par une justification environnementale » ou d'assister, impuissants, au « triomphe du biologique et de l'écologique sur le social » ?